

La sécurité humaine. Une nouvelle conception des relations internationales. RIOUX, Jean-François (dir.). Coll. Raoul-Dandurand, Montréal, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, 2001, 366 p.

Marc Parant

Volume 34, Number 2, juin 2003

Les détroits maritimes : des enjeux stratégiques majeurs

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/009187ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/009187ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Parant, M. (2003). Review of [**La sécurité humaine. Une nouvelle conception des relations internationales**. RIOUX, Jean-François (dir.). Coll. Raoul-Dandurand, Montréal, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, 2001, 366 p.]. *Études internationales*, 34(2), 315–318. <https://doi.org/10.7202/009187ar>

Ce faisant, le but est de fournir aux intellectuels et aux politiciens un cadre de réflexion concernant les deux problématiques suivantes : comment choisir la meilleure politique dans un contexte donné ; et quels sont les dilemmes et les compromis fréquents en matière de maintien de la paix ?

Très bien structuré, clair et basé sur une bonne maîtrise des conflits ethniques du Moyen-Orient en particulier, cet ouvrage ne souffre pas moins de certaines faiblesses. Si l'auteur reconnaît d'emblée que sa définition d'un groupe ethnique, nécessitant un minimum de 10 000 individus, est fort arbitraire, le reconnaître ne change rien à ce problème. Surtout, c'est en croisant ce nombre avec celui qui détermine la fin d'un conflit que le problème devient un véritable nœud gordien. En prenant les cas limites, peut-on vraiment considérer qu'un conflit mettant aux prises un groupe d'un peu plus de 10 000 individus est terminé lorsqu'il engendre pendant 19 années, bon an mal an, 99 décès ? Comment considérer ce conflit terminé alors qu'un autre, mettant aux prises un groupe d'un million d'individus et provoquant annuellement pendant 21 ans 101 morts, ne le serait pas ? Le taux de mortalité causé par le conflit serait ici peut-être plus utile encore que la limite n'en serait pas moins arbitraire. De telles généralisations ont donc des faiblesses qui résistent difficilement à l'examen de l'Histoire. En outre, ces généralisations risquent d'affecter l'appréciation de l'efficacité des politiques proposées. Enfin, il aurait été utile de consacrer au moins quelques pages, sinon un chapitre entier, aux solutions du type « Pacte

de stabilité pour l'Europe du Sud-Est », solutions qui, en dépit de toutes leurs faiblesses et de la précocité du moment pour juger de leur succès, pourraient avoir contribué à résoudre les sanglantes guerres ethniques balkaniques des années 1990. Malgré ces limites, il s'agit d'un ouvrage qui contribue sans aucun doute à une réflexion pertinente pour ne pas dire urgente.

Martin LAROSE

*Candidat au doctorat en histoire
Université de Montréal, Montréal*

**La sécurité humaine.
Une nouvelle conception
des relations internationales.**

*RIoux, Jean-François (dir.).
Coll. Raoul-Dandurand, Montréal,
Chaire Raoul-Dandurand en études
stratégiques et diplomatiques, 2001,
366 p.*

La sécurité humaine est un concept récent dans l'étude des relations internationales et a été popularisé par le premier rapport du PNUD sur le « Développement humain » publié en 1994. La première approche remonterait aux écrits du norvégien Johan Galtung et de ses recherches sur la Paix durant les années 1960-1970. Pour Galtung, l'approche réaliste de la paix par la négation devait être corrigée par une approche positive liée à la quête d'une justice sociale. John Burton en 1972 explique l'origine de bon nombre de conflits par la privation des besoins humains individuels. L'approche libérale américaine tente de redéfinir la sécurité en fonction de toutes les menaces à la qualité de vie des habitants d'un État. Brown et Ullman estiment que

les menaces non militaires peuvent mettre en péril le bien-être des populations et leur sécurité ultime. Dans les années 1990, de nombreux critiques ont avancé que la véritable sécurité humaine ne serait atteinte que par l'émancipation des individus de la tutelle des États. Enfin les constructivistes estiment que la sécurité humaine correspond à une reconstruction des normes ainsi qu'à un changement des comportements au sein du système international. Ces changements graduels entraînent les différents acteurs à encourager et institutionnaliser les interventions humanitaires d'ingérence défiant la souveraineté des États.

Le Canada, grâce à son ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a donné une nouvelle impulsion à ce concept et s'est fait le porte-parole de la « sécurité humaine durable », rejoint en mai 1999 par un informel « Groupe des onze » réuni à Bergen pour réfléchir sur les nouvelles normes de relations internationales en matière d'actions humanitaires.

Cet ouvrage est consacré à l'étude d'une vision de la sécurité qui a connu un retentissement diplomatique certain depuis quelques années notamment auprès des Nations Unies. Pour Jean-François Rioux, qui a dirigé ce livre, la sécurité humaine ne parle pas uniquement de sécurité nationale ou étatique mais replace le concept au cœur même de l'individu et de ses besoins essentiels.

L'ouvrage est divisé en trois grands thèmes. Le premier thème, « Conceptualisation de la sécurité humaine », vise à offrir une intro-

duction aux tenants et aboutissants de cette approche, ainsi que des perspectives critiques. Charles-Philippe David et Jean-François Rioux se penchent sur les formes individuelles de la doctrine et tentent de démontrer les ruptures qu'elle implique avec la conception traditionnelle des relations entre États. Daniel Colard présente ensuite les sources juridiques de la sécurité humaine et défend l'idée que ce concept reflète le progrès des relations internationales en direction du droit, de la démocratie et du développement. Jean-Jacques Roche et Keith Krause offrent une perspective plus critique du concept de sécurité humaine afin d'en démontrer les déficiences dans une perspective d'émancipation.

La deuxième partie s'intitule « Thèmes de la sécurité humaine » et vise à développer certains thèmes mis de l'avant par les promoteurs de la doctrine pour les placer dans des situations concrètes. Guy Morissette décrit l'accès à l'eau potable comme un objectif international de première importance pour toute politique étrangère qui s'inspire de la sécurité humaine. Claude Garcin prend l'exemple de la Cour pénale internationale pour montrer comment la lutte contre l'impunité devient un enjeu majeur dans les rapports internationaux. Jean-François Guilhaudis étudie l'utilité du concept dans la solution des problèmes de sécession des États dans le système international actuel. Bernard Adam et Jean-Paul Hébert traitent ensuite de la question du trafic des armes dans cette perspective.

La troisième partie se nomme « Mise en œuvre de la sécurité hu-

maine » et cherche à identifier les tentatives faites par les États et les organisations internationales pour intégrer dans leurs activités des politiques inspirées par la sécurité humaine. Josiane Tercinet démontre que des considérations assimilables à la sécurité humaine ont influencé les activités des Nations Unies depuis ses débuts, notamment en Afrique, dans les campagnes anti-sida ou pour l'environnement. Michèle Bacot-Décridaud et Frédéric Ramel démontrent le cheminement de ces idées dans les institutions européennes et économiques internationales qui les ont intégrées à leurs activités de programmes humanitaires et de développement socio-économique. Jean Daudelin montre comment la politique de sécurité humaine pourrait affecter les politiques d'aide au développement. Enfin Jean-François Rioux se sert d'une réflexion sur la politique de défense du Canada pour illustrer certaines des difficultés que l'adoption de la doctrine de la sécurité humaine pourrait représenter pour les forces armées.

L'ouvrage se termine par trois études de cas. Haglund démontre comment la sécurité humaine est devenue importante au Canada jusqu'à servir de justification politique au Kosovo. Jean-Paul Joubert reproche aux Occidentaux de se servir de la sécurité humaine pour atteindre leurs propres objectifs nationaux. Enfin, Stanislav Kirschbaum étudie le processus de démocratisation de l'Europe centrale.

Ce livre est d'abord le fruit d'une longue réflexion sur la sécurité humaine engagée dès le début de sa création en 1996 par la Chaire

Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Les chercheurs de la Chaire, qui ont beaucoup publié sur ce sujet ces dernières années, ont voulu éditer, en collaboration avec des chercheurs français, suisses et belges, un ouvrage de référence destiné à un vaste public comprenant à la fois universitaires, diplomates et étudiants en relations internationales. C'est un ouvrage qui ne se veut pas exhaustif mais qui est tout de même remarquable par l'étendue des thèmes abordés. Si le concept de sécurité humaine suscite critiques et réserves chez certains spécialistes du droit international, c'est qu'il remet en cause la conception traditionnelle des relations internationales basée sur la prééminence et la souveraineté des États sur les individus. Il ne fait aucun doute, en lisant cet ouvrage, que le concept de « sécurité humaine globale » sera amené à se développer dans les années à venir, notamment sous l'impulsion de trois facteurs : le développement des échanges internationaux qui facilitent voyages, migrations et déplacements à travers le monde, la mise en place d'organismes internationaux de Justice internationale et enfin une prise de conscience citoyenne sur la façon d'aborder les relations internationales. Il s'agit donc ici d'un ouvrage essentiel pour qui veut comprendre les enjeux à venir en termes de sécurité globale. On pourra regretter cependant que l'ouvrage ne contienne pas d'avis de spécialistes venant de pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine : le danger est que le concept de sécurité humaine soit assimilé par certains à une doctrine élaborée par des « pays riches » et qui ne pourrait trouver

d'écho favorable que dans le cadre de sociétés démocratiques avancées.

MARC PARANT

École des hautes études en sciences sociales, Paris

MONDIALISATION
ET TRANSNATIONALISME

**Street Protests and Fantasy Parks.
Globalization, Culture
and the State.**

CAMERON, David R. et Janice GROSS
STEIN (dir.). *Vancouver*, UBC Press,
2002, 184 p.

Les lecteurs qui croient que l'État est voué à disparaître en raison de la mondialisation seront déçus par cet ouvrage. Trahissant les couleurs néo-réalistes des directeurs, le sous-titre indique que l'État devient de plus en plus important pour tous les pays et toutes les cultures, en raison de son rôle de défenseur des peuples, selon les termes employés par les directeurs. L'État est notre meilleur espoir si les sociétés et les cultures ne sont pas condamnées à être dépassées ou influencées de façon négative. Les directeurs rejettent explicitement la thèse de la mort de l'État et étayent à ce titre leur argument dans le dernier chapitre de l'ouvrage selon quatre piliers : 1) le caractère imprévisible de la mondialisation ; 2) son rythme varié ; 3) la suprématie maintenue lorsque vient le moment d'exercer une autorité sur les enjeux sociaux et culturels suscités par la mondialisation ; et 4) la capacité unique de l'État à réagir et la flexibilité de ses réactions.

Une grande partie de l'argument qui sous-tend cette conclusion s'appuie sur l'idée que l'État demeure la

seule institution capable de réagir et que la société peut tenir responsable. Les directeurs de l'ouvrage reconnaissent que les mécanismes démocratiques permettant à l'État d'agir ainsi sont de plus en plus remis en question si l'on considère les taux de participation aux élections qui sont en déclin, et l'indifférence grandissante des électeurs dans plusieurs pays (des problèmes que certains attribuent à la mondialisation !) ; toutefois, selon eux, l'État demeure notre meilleure option : « Que les liens entre les sociétés se renforcent au fur et à mesure que la mondialisation progresse, ou que les frontières réapparaissent si la mondialisation faiblit, il ressort de notre analyse qu'il sera plus important que jamais de tenir les gouvernements nationaux responsables pour leur fonction de société et de donner droit de parole à ceux qui sont exclus, au même titre que ceux qui sont inclus, par les processus actuels de la mondialisation. » (p. 157). Cela est particulièrement le cas pour la population canadienne, l'auditoire visé par les directeurs.

Cette conclusion néoréaliste paraît parfois boiteuse, et si l'on prend en compte les chapitres qui précèdent, on se demande si les directeurs n'ont pas trop rapidement écarté la possibilité de tenir les organisations internationales pour responsables (devenant ainsi aussi importantes, sinon plus, que les États en termes de réaction envers la mondialisation), ou que le concept de « gouvernance cosmopolitaine » (qu'ils présentent rapidement) ne puisse susciter un type plus approprié de réaction (p. 157). Le lecteur demeure dans l'incertitude quant à